

Algérie 1960 : la victoire trahie ***Guerre psychologique en Algérie***

Nicolas Kayanakakis ; Editions Atlantis ; 2000.

(ce livre est l'édition adaptée d'une thèse en Doctorat présentée par l'auteur à Sciences-Po/Paris en 1997.)

1946-1962 (Indochine + Algérie) : la France est confrontée à un nouveau type de guerre, la guerre révolutionnaire, dans laquelle le terrain à tenir ou à conquérir est remplacé par des communautés humaines à maintenir unies ou à souder : c'est une guerre psychologique et une guérilla terroriste. Des leçons tirées de la Guerre d'Indochine vont naître le TTA117 (doctrine et droit) et le Cinquième Bureau (Officiers Psy ; Sections Administratives Spécialisées ; etc.). Les rebelles algériens monteront à leur tour des équipes de guerre psychologique.

En Indochine, la méthode Viet-minh qui pousse l'Officier prisonnier à formuler son autocritique devant le commissaire politique ou à mourir change le statut du soldat : « ce qui fait 'la force principale des armées' est désormais la somme des déterminations personnelles et non plus la discipline ». Le constat des camps de rééducation et de l'abandon des populations ralliées est un souvenir douloureux pour les militaires, qui pensent tous 'plus jamais ça'.

En Algérie, la guerre psychologique aura des résultats différents selon les régions, au rythme où le thème de l'intégration est introduit, mais souffrira surtout de l'incohérence des directions prises par le pouvoir civil. L'année 1960 mérite d'être étudiée avec plus de soins, car elle est l'année de la victoire militaire (pacification réussie, participation musulmane aux instances politiques, partisans ralliés, offre de paix émise par les principaux chefs rebelles) et celle de la trahison politique (divergence entre la politique réelle et la politique affichée).

Élaboration de la Guerre psychologique dans l'Armée Française.

1) En Indochine, découverte de la nouvelle guerre psychologique.

C'est principalement dans les camps de prisonniers que le soldat français découvre l'acharnement à le désintégrer psychologiquement, à le convertir. Un document chinois, traduit en Allemand et lu à la dérobade par un officier français, stipulait qu'il faut six mois pour rééduquer un simple soldat, un an pour un sous-officier, et deux ans pour un officier ; passé ce délai, le 'traitement des déchets' était laissé à l'appréciation de chacun... On put, a posteriori, établir les diverses phases du lavage de cerveau : phase d'adaptation (6 mois), durant laquelle on parle de façon informelle de la guerre d'Indochine ; phase de travail (6 mois), présentée comme 'une collaboration des prisonniers de guerre afin de se racheter' ; phase de documentation (4 mois), avec des cours du soir quotidiens de quatre heures assez répétitifs (type 'moulin à prière') et début de l'autocritique ; phase de 'vie démocratique' (autocritiques, dénonciations d'atrocités, classement des élèves fait par le Commissaire Politique, etc.) pour juger de 'la sincérité' des prisonniers ; phase de contrôle de l'assimilation avant libération. Et, au quotidien, chants, slogans, rassemblements et salut au drapeau vietminh, menaces de mort, corrections physiques, marches forcées (la ration de riz étant située à des dizaines de kilomètres du camp ou des villages de cantonnement), etc. On ne peut pas parler de séance de torture ; les manques étant dus à des difficultés de ravitaillement, bien entendu... Reste l'interdiction faite à la Croix Rouge de visiter les camps, ou la non-distribution de ses aides alimentaires et médicales... Les résultats effectifs de « conversion » furent négligeables (quelques collabos déjà communistes, comme Boudarel), car les officiers étaient assez soudés. Plutôt que de s'arquer contre la violence, ils tentèrent parfois de ridiculiser le procédé et rendre les résultats peu crédibles, en déclarant en masse leurs conversions et en signant en masse les textes qu'on leur soumettait.

Mais l'action psychologique s'exerçait tout aussi bien sur les populations. Chaque individu faisait obligatoirement d'un groupe : armée, administration, ou Lien-Viet (associations par groupes sociaux homogènes : jeunesse féminine, paysans de telle région, etc.) : les familles sont

décomposées puisque l'enfant n'appartient pas au même groupe que ses parents. Et un maillage territorial venait doubler le coup. Un peu comme une comptabilité en partie double permet de repérer les failles. Enfin, le filet de sécurité du contrôle par le parti, lui-même ayant son contrôle interne... Le tout avec un vocabulaire propagandiste choisi et adapté.

La guerre commence en 1946, mais ce n'est qu'en 1953 que le Cinquième Bureau est détaché du Deuxième Bureau. Cette autonomisation est signée des Généraux Salan et Allard, et elle sera synthétisée pour l'Algérie par le Général Challe, dans le cadre de la doctrine de la pacification. Se sont du reste des officiers du renseignement qui deviennent des acteurs psychologiques : il a fallu changer de culture au début... Une grande aide est apportée par les supplétifs autochtones ralliés, bien au fait de la culture ambiante.

Les thèmes de propagande contre-révolutionnaire se précisent à partir de 1952 : axer sur les collusions entre le Viet-minh et la Chine (ennemi ancestral), souligner la politique française d'unification des trois provinces (Tonkin-Annam-Cochinchine) comme vrai nationalisme ; ainsi que les méthodes sont maîtrisées : largage de tracts, utilisation des radios, affiches, etc. Mais seul le Viet-minh a une doctrine, une foi !

Cette action psychologique doit s'appuyer sur du concret : la prise en charge des besoins administratifs et sociaux (cf les SAS et les assistantes sociales féminines -qui pourront convaincre les femmes du modèle européen-).

De plus, pour contrer la guérilla de terrain, il faut à la fois garder une stabilité des militaires dans leurs postes afin qu'un rapport de confiance s'établisse avec les chefs locaux, et concevoir l'action comme mobile, ce qui donnera naissance aux commandos de chasse en Algérie ; il faut certes des bases arrières, mais ne surtout pas s'y enfermer.

2) Élaboration de la doctrine française.

On connaissait les ruses de guerre ; la Seconde Guerre Mondiale vit le bombardement des populations civiles (Londres, Dresde, Hiroshima). Les Américains avaient un manuel de guerre psychologique (FM-33-5) qui décrivait surtout la propagande et la déception (cacher ses intentions réelles), deux moyens d'agir sur le moral des troupes ; elle était passée du Deuxième Bureau au Troisième Bureau (Opérations), ou était réservée aux Agents Spéciaux. Les Français débutèrent en suivant les cours américains, ce qui pollua le domaine psychologique d'éléments de renseignement. En 1955, le Centre d'Instruction Interarmées de l'Arme Psychologique était créé. La Revue Militaire d'Information devient le périodique de cette spécialité. Le Commandant Argoud commence à élaborer une doctrine plus juste : l'arme psychologique vise à modifier le comportement sans recours nécessaire à la violence physique, en faisant appel un peu à l'intelligence et beaucoup aux réflexes viscéraux. Reste la nécessité de la cohérence dans la durée de la ligne éditoriale adoptée.

L'étude des diverses guerres de type révolutionnaire, où l'adhésion à une cause est requise, va porter des fruits dans l'élaboration d'une doctrine. On constate alors que des sentiments innés sont exploités : l'appartenance et l'exclusion, en forçant (ou dessinant) des lignes de fracture. On constate que son rythme est extraordinairement lent au début puis fulgurant une fois que l'opinion a basculé du côté souhaité, fut-ce le levier de l'opinion internationale (ou étrangère). On constate que la législation « civile » du temps de paix n'est pas adaptée à des actions d'une « armée » terroriste, ce qui rend ensuite la réponse tardive disproportionnée (trop large, mal ciblée) et brutale. On constate qu'il faut soumettre, gagner, et non détruire la population. On constate qu'il faut une doctrine, une vision, un credo auquel adhérer (ou devenir esclave, ne plus pouvoir reculer). On constate qu'il faut un vocabulaire choisi qui devienne rituel (slogans, adjectifs associés de façon récurrente). On constate qu'on fait appel aux pulsions (et à leur dévoiement, au besoin) : la violence / la peur, la nutrition / le protectionnisme, le sexe / la castration, le grégaire / l'isolement ; exemple, le slogan 'pain, paix, liberté'. On constate la simplification manichéenne de ce qui est bien ou mal, de qui est bon ou mauvais. On constate l'encadrement des populations, et les épidémies intellectuelles que cela permet.

3) La doctrine officielle : le TTA 117 (Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique du 29 Juillet 1957).

En 1947, un premier essai est fait, mais dépendant du Ministère de l'Intérieur (l'Armée vient en support). En 1956, une première notice apparaît dans l'Armée (dans le TTA 102). Enfin, le TTA 117, spécialement dédié, est du au Général Ely, en 1957, qui n'a pas son équivalent au sein de l'OTAN (il faut dire que la France est presque la seule -avec le Portugal- à avoir subi une guérilla révolutionnaire...). Mais la France, si elle est prête à contrer une telle action, n'est pas prête à la mener, pour des raisons d'éthique ; et la distinction entre subversion intérieure et attaque du moral des troupes est faite (rupture Armée – Nation). Le TTA stipule bien la nécessaire unité de commandement entre terrain et psychologie : se sont les deux versants d'un même relief ; mais cela réclame aussi une participation de l'armée entière et de la nation : être au courant qu'il y a une lutte idéologique en cours, et la mener sans cesse. Curieusement, en Algérie, c'est la classe politique qui fera défection (notamment, pas de lutte anti-communiste en interne... d'où les porteurs de valises...) ! Et les ordres ne changeront pourtant pas : gagner la population par le respect de la parole donnée...

4) La doctrine adaptée à l'Algérie : la Directive Challe.

L'Algérie est depuis des siècles le lieu de luttes microscopiques pour les meilleurs territoires et les points d'eau ; la France va l'occuper en 1830 et finir par décider d'aller au-delà de la côte, et de faire une colonie de peuplement ; l'Algérie est pacifiée et unifiée en 1870 ; dans l'entre-deux guerres, trois mouvements nationalistes algériens vont naître, avec trois motivations différentes : Messali Hadj est communiste révolutionnaire ; Ferhat Abbas est réformiste (pour l'émancipation par l'assimilation, avant de se rallier aux communistes et de prêcher l'autonomie) ; Ben Badis est intégriste religieux (mais l'Islam ne distingue pas religion et politique) et va virer au panarabisme (de Nasser). Puis vont commencer les coups de main et les mutilations, pour provoquer la peur ; résultat : le fossé se creuse et la répression ne se fait pas attendre. De plus, son développement est partiel : les terres ont été fertilisées, mais il n'y a pas de tradition industrielle ; les musulmans ont longtemps résisté à l'alphabétisation et l'école ; la reconstruction avance lentement ; les soins ont permis l'augmentation de la population, qui se traduit alors par le chômage des jeunes, même dans le secteur rural ; supériorité des techniques européennes.

L'« Instruction pour la pacification de l'Algérie », en date du 10 Décembre 1959, est l'application du TTA 117 à la situation particulière de l'Algérie. Elle arrive un peu tard, et se consacre à la phase de pacification, achèvement de la reconquête du terrain et des populations, afin de rétablir un équilibre rendant possible la vie commune des diverses communautés par l'égalité des droits. Il faut désormais conduire l'action en fonction des populations, et non plus en fonction du terrain ou d'un ennemi. L'Armée a les pouvoirs civils (administratifs) et militaires : les SAS en sont une bonne expression. Même après le putsch de 1961, les directives de Challe ne seront pas modifiées. De Gaulle modifie sa politique civile (il envisage un référendum, et les options de francisation ou d'indépendance !), mais pas ses ordres militaires... (ordres qui incluent la parole personnelle donnée aux populations...).

La pacification de l'Algérie.

5) La rébellion algérienne : stratégie, doctrine, structure.

De 54 à 56, la France ne réagit pas, donc les indépendantistes gagnent le terrain et la population ; de 56 à 58, la France réagit (le temps d'adapter police, justice, et renseignement), décapite les réseaux et regagne les cœurs ; en 60, jamais l'enrôlement à ses côtés n'a été aussi grand, mais le gouvernement livre le pays au seul FLN ; la pacification n'a plus de sens, mais elle est

néanmoins poursuivie.

Il existe des dissidences au sein des rebelles ; en Août 1956, c'est la branche Kabyle qui prendra le pouvoir, imposant sa vision a-religieuse du conflit. Les rebelles ne peuvent pas vraiment vivre dans la population 'comme un poisson dans l'eau', et ne font que vivre à ses dépens. L'indépendance est au-delà de ce que réclament les simples gens. L'Algérie est divisée en six régions de contrôle (elles-mêmes subdivisées), les Willayas ; la Willaya 7 désignant la métropole... Chaque willaya a un chef, et trois adjoints : politique, militaire, liaisons-enseignement. Ils mettent en place une administration, certes sommaire, mais qui est l'embryon d'un État parallèle. Il y a un gros travail de sape et de destruction, politique de la terre brûlée. Mais il y a aussi une psychose interne, surnommée la « bleuïte », qui consiste à suspecter l'existence d'une cinquième colonne travaillant pour la France (d'où une épuration endémique...).

6) Structures d'action psychologique et de pacification.

Il faut une unité de commandement, située au niveau de l'État-Major, ou du Cabinet Ministériel (mais il faut choisir !). En Algérie, on rattache l'Action Psychologique à l'État-Major militaire, avec la création d'un Cinquième Bureau, de 1955 à Février 1960. On prévoit à chaque niveau un quota de membres Musulmans (entre 10 et 25%). La désignation des cibles (armée rebelle, population non engagée, amis) sera fluctuante ; mais une Section d'Études élaborera une doctrine et assurera des formations. La Section Action veille sur l'information de notre armée, mais vise surtout la population : moyens de communication, structures sociales, revues, radios, cinéma, tracts, hauts-parleurs. Les SAS, le domaine de la santé ou de l'éducation est laissée au Sixième Bureau (Gestion administrative et sociale), dans un premier temps, afin de ne pas se disperser, mais celui-ci sera dissous en 1959, et de telles actions seront alors rattachées au Cinquième Bureau. Les Officiers Itinérants (dès 1956) seront très utiles, car très réactifs ; tous anciens des camps Viet-minh pour la première génération.

Mais il faut encore convaincre : la moitié des Officiers est formée à la guerre psychologique, mais un quart seulement l'a assimilée et la met en œuvre concrètement ; le corps des fonctionnaires n'y croit pas. Dissous en 1960, les services du Cinquième Bureau sont ventilés, mais ce type d'action continuera d'être réclamé (par Paris) : c'est une réorganisation, pas un terme.

Au niveau civil, les trois départements sont remplacés par treize départements, ceci afin de multiplier le nombre de préfets et d'être au plus près des administrés ; la création de 75 arrondissements, dans le même esprit ; un représentant de la métropole avec pouvoir financier est sur place (son titre variera, disons Délégué Général) ; puis après le mouvement spontané du 13 Mai 1958, les pouvoirs civils seront donnés au chef militaire, ce qui est la reconnaissance d'un état de fait, et les secteurs d'action identifiés au arrondissements.

7) Les Sections Administratives Spécialisées (SAS) et la reconquête du Bled.

Les SAS sont une résurgence des Bureaux Arabes créés par Bugeaud, qui comprenaient un officier, un médecin, un juriste, un interprète, et un peloton de militaires autochtones (Spahis) armés et un groupe de partisans armés. Il y avait 40 Bureaux Arabes ; il y aura plus de 700 SAS. L'Officier SAS est au confluent du civil et du militaire ; il regagne la population par le respect. Les archives concernant les SAS sont encore classées secrètes ; mais il reste le recours aux témoignages privés.

L'emploi de supplétifs est un pari gagnant : bien que civils, on leur donne la même chose qu'aux militaires : formation, armement, treillis, solde. On veille juste à les éloigner de leurs familles, mais de protéger leurs familles. La considération qu'on leur octroie est le meilleur atout.

On a pu aussi annoncer les opérations de frappe par haut-parleurs, en donnant les noms des personnes recherchées : outre l'ascendant moral obtenu, les rebelles concernés fuyaient souvent et tombaient dans les filets de repêchage tendus ; on pouvait libérer un douar sans coup de feu...

Le succès des SAS fait qu'on prévoit de les maintenir après la victoire, et que, d'abord non-

armés, ils seront à la tête de détachements armés, comme les Bureaux Arabes. Challe demande l'accélération du phénomène ; et quand cela est avorté par son rappel à Paris et son remplacement par Crépin qui fera le contraire, il fait un putsch, non pas afin de renverser l'État, mais à simple horizon algérienne afin de parachever la victoire sur le terrain, en un trimestre ; c'est du reste encore le discours officiel de De Gaulle.

La question de l'avenir des SAS avait été abordée : nécessité de laisser les personnes en place, mais désir de leur donner un statut civil, tandis qu'on ne trouvait pas de volontaires civils pour les remplacer... La temporisation était de mise ; c'est la chute du pouvoir français qui règlera la question par le vide.

8) L'action sociale de l'Armée.

On en a déjà désigné les contours : SAS, dont Assistance Médicale Gratuite (grâce aux Aspirants du contingent), Équipes Médico-Sociales Itinérantes, scolarisation et formation professionnelle (idem, beaucoup de professeurs viennent du contingent), moniteurs pour encadrer la jeunesse et le sport. L'investissement des œuvres civiles de l'Armée a été multiplié par deux en quatre ans, tandis que les budgets purement civils ont été multipliés par six. Les supplétifs gardent un statut civil, donc sont soldés sur le budget civil. Les populations forment des regroupements sous protection française pour échapper au FLN qui égorge ; ces centres de regroupements, viabilisés, serviront de socle à la modernisation des campagnes et à la réforme agraire ; le Préfet décidera des zones de regroupements définitifs.

9) Les combattants musulmans des forces françaises.

Il y a des factions autonomes armées par les Français, mais elles font parfois double jeu. La meilleure solution est de faire des unités mixtes Musulmans/Européens. Les Français de Souche Nord-Africaine doubleront le volume et la capacité de l'Armée ! « En Mars 1961, les forces françaises comprennent 225 000 FSNA qui se décomposent en 60 000 Harkis, 60 000 membres des GAD [Groupes d'Auto-Défense des villages], 45 000 supplétifs divers et 60 000 militaires des forces régulières [engagés ou appelés]. » Les FSNA sont de tous grades : « en 1954, on comptait 51 Officiers d'active ; on comptera, en 1962, 256 Officiers FSNA dont 39 appelés et 217 officiers d'active. » 225 000 FSNA, cela représente 10% de la population mâle adulte ; volontaires.

L'Armée monte des commandos de chasse (à courre) contre les katiba (Compagnies FLN), qui auront parfois plus de 50% de FSNA en leur sein, tant ils sont efficaces. Les commandos de chasse sont en permanence sur le terrain (en auto-relève par moitiés), capables de guider par radio des frappes, et d'obtenir sur demande des renforts hélicoptères ou véhiculés.

La France ne voulait pas partir ; si cela devait arriver, elle n'abandonnerait pas ceux qui se sont ralliés à elle (directive du Premier Ministre Debré en 1960) ; mais on y croyait si peu que rien n'avait été organisé. « La hiérarchie militaire va de ce fait balloter entre l'improvisation, la précipitation et l'horreur. » Ordre est donné de désarmer les supplétifs, de leur proposer trois choix (s'engager dans l'Armée, être personnel civil de l'Armée pour un contrat de six mois, ou être licenciés) ; mais on ne parle pas de leurs familles ! Le rapatriement en métropole avec nationalité française d'un habitant doit faire l'objet d'un dossier de demande, « pour éviter un afflux malencontreux de candidatures » (lettre ministérielle) !!! « Le traitement réservé aux Musulmans soldats de métier est convenable -en apparence-, il l'est moins pour les militaires appelés, et pas du tout pour les supplétifs. »

10) La victoire d'Alger : succès de guerre psychologique.

En 1956, le FLN lance ses exactions dans Alger ; le 27 Janvier 1957, il espère une grève générale qui ne durera qu'une demi-journée ou une journée. En 1957, par l'action des paras et leurs

rondes en ville, le renseignement est abondant : le 100 explosions par moi, on passe à 40 ; en Juin les attentats reprennent de plus belle, et au bout de trois mois d'action para, ils cessent définitivement. Les Officiers ont eu diverses opinions sur l'emploi ou non de la torture pour obtenir du renseignement, preuve de leur liberté de pensée. La Presse ne s'est pas beaucoup émue des tortures et mutilations pratiquées par le FLN, en tous cas. Pas plus que celles des barbouzes contre l'OAS. « Pour l'histoire, il serait théoriquement intéressant de savoir si l'ordre de recourir au besoin à la torture émane du pouvoir civil ou de l'autorité militaire. » Sachant que des Officiers ont dit avoir reçu l'ordre du Préfet, et que du moins celui-ci ne pouvait pas ignorer les pratiques du terrain puisque chaque officier de renseignement était flanqué d'un OPJ. Les moyens réguliers mis en oeuvre étaient : la présence de militaires disponibles jour et nuit, l'usage de tracts, l'emploi d'agents (les mauvais garçons étaient employés et agents d'influence et habillés en bleu de travail pour qu'ils soient repérables / on le doit au Capitaine Léger). Cela permettra de faire de l'intoxication chez les rebelles en communiquant « la bleuïte », qui s'entre-épurèrent !

11) Juin 1960 : l'Affaire Si Salah, histoire d'une paix refusée.

En 1960, les frontières barrées et électrifiées depuis 1958 sont devenues hermétiques ; les katibas sont réduites en nombre et en effectifs. En Mars 1960, la Willaya 4 (l'Algérois) demande une paix séparée ; en Juin, un cessez-le-feu est conclu ; Si Salah dit que son combat ne se justifie plus car l'Algérie s'est beaucoup développée, il ne demande pas la libération des prisonniers ; la France demande le désarmement spontané dans les Gendarmeries et propose des emplois de manœuvres sur les chantiers d'État ; c'est « la paix des braves » proposée par De Gaulle. Si Salah demande un délai pour convaincre les autres Willayas (et donc ne pas passer pour un traître isolé) et demande que les négociations soient faites au sommet de l'État (politique et non militaire) ; conditions acceptées. La rencontre aura lieu à l'Élysée, dans la soirée du 10 Juin 1960 ; il y a trois chefs rebelles : Si Salah, Si Mohammed, Si Lakhdar : De Gaulle dit qu'il préfère traiter avec les responsables politiques du FLN à Tunis, et refuse de leur serrer la main en les raccompagnant à la porte (se sont à ses yeux des subalternes !). Seul témoin témoignant : Tricot. A leur retour en Algérie, Si Mohammed (vexé ?) retourne sa veste, et fait arrêter Si Salah et Si Lakhdar, prenant la direction de la Willaya 4. Si Salah mourra le 20 Juillet, tandis qu'il se rendait à Tunis, dans un contrôle d'axe fait par le commando de chasse du Capitaine Gaston ; la France avait décrété pourtant un cessez-le-feu unilatéral du 10 Mai au 10 Août... mais ce Capitaine était rentré en dissidence, état d'esprit préluant à l'élaboration de l'OAS. La mort de Si Mohammed (durant ce même cessez-le-feu) sera elle décidée et confiée au 11° Choc ; elle aura lieu le 7 Août ; sa mort est annoncée comme ayant eu lieu « durant un combat » : élément de langage pour maquiller la rupture de la trêve ? On doit conclure de cela que De Gaulle ne voulait pas la victoire : il ne voulait pas donner la nationalité française à des millions de « bougnoules » [cf témoignage de son fils Philippe].

12) De la victoire à la débâcle. Conclusions.

La Guerre d'Algérie est une guerre dans laquelle la France a su tirer des leçons de la campagne d'Indochine et a su unifier le domaine civil et le domaine militaire pour contre une guérilla révolutionnaire idéologique. La France a mené une guerre psychologique et l'a gagnée... en 1960 ! C'est une bataille urbaine et rurale, menée conjointement par le Renseignement et l'Action Psychologique. La France a su s'adapter et inventer des méthodes, et modifier sa doctrine (se tourner vers l'intégration des populations).

Sur le plan psychologique, les thèmes sont divers (et diversement efficace selon qu'ils sont lisibles et constants) : l'usage de la force (ça passe) ; le développement réalisé en termes d'infrastructures (ça passe) ; l'Algérie Française (ça ne passe pas, car le contenu concret diverge selon les années). De plus, si la situation de terrain a été bien comprise, la psychologie des

personnes n'a pas été creusée sérieusement (sauf pour les « bleus ») et les règles administratives sont restées trop rigides (quand Si Chérif se rallie, il est reconnu Capitaine alors qu'il dirige un bataillon comme un Colonel...), et l'on a trop vite déduit du terrorisme qu'on avait à faire à une révolution marxiste, alors qu'en fait il y avait un fond de brigandage qui instaurera les exactions et la terreur dans le bled. « Si quelque chose a manqué à l'action psychologique, c'est de ne pas être allée totalement au fond de la psychologie algérienne en guerre. » « Il n'est qu'un domaine où l'Armée ait trompé parce qu'elle s'est trompée pour avoir été trompée : sur ordre donné à tous les échelons depuis le Chef des Armées, l'Armée s'est portée garante du fait que la France ne quitterait pas l'Algérie. »

L'Algérie est en guerre, tandis que la France juridiquement ne l'est pas : cela va occasionner deux ans de retard dans une réponse adaptée. L'Armée assume des fonctions politiques dont les politiciens se déchargent (et dont ils refuseront d'entériner les avancées ensuite...). L'état de guerre n'est pas déclaré en Algérie ; il n'y a pas de mobilisation des résidents, ce qui ne permet pas d'avoir l'adhésion totale de l'opinion commune. Enfin, des relais en métropole tirent dans le dos et mènent clairement une guerre idéologique.

Au bilan, l'Algérie a été reconstruite jusque dans des lieux reculés ; la société avait été reconstruite (le 16 Mai 1958 à Alger ; en témoigne la forte participation des Algériens pour le vote de la Constitution de la V^e République : 4,7 millions de citoyens furent inscrits en quelques mois, et 3,59 millions votèrent pour une Constitution... Française ! ; et en 1960, 10% de la population mâle est engagée volontaire !). « L'intérêt majeur de la demande de paix séparée de Si Salah est ici : dans cet aveu de la défaite subie, total à un point tel que les rebelles ne pouvaient plus attendre que de la France, l'ennemi d'hier, la réalisation de leurs vrais buts de guerre : un avenir de dignité réelle parce que pleinement citoyens d'une vraie nation. »